

## Burundi : le nouveau représentant de l'ONU prend ses fonctions

Source AFP Le nouveau représentant du Secrétaire général de l'ONU au Burundi, le Franco-britannique Charles Petrie, est arrivé lundi à Bujumbura où il devait prendre immédiatement ses fonctions. "Je suis heureux d'être ici à Bujumbura, je suis heureux de rejoindre l'équipe des Nations unies qui est autour de moi", a déclaré M. Petrie à sa descente d'avion à l'aéroport de Bujumbura. Le nouveau représentant de l'ONU "va entrer immédiatement en fonction", a expliqué un responsable onusien, précisant qu'il ferait l'après-midi même "une visite de courtoisie" au ministre burundais des Affaires étrangères.

M. Petrie, 50 ans, qui dirigera en même temps le Bureau international des Nations Unies au Burundi (BINUB), a été nommé par le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, le 25 mars. Il succède au Tunisien Youssef Mahmoud, dont le gouvernement burundais avait officiellement exigé le remplacement fin décembre, l'accusant d'être proche de l'opposition. Les autorités reprochaient notamment à M. Mahmoud d'être hostile au parti au pouvoir et de se substituer aux autorités dans l'organisation des élections générales de cette année. En août 2006, Bujumbura avait déjà connu le rappel du précédent de M. Mahmoud, Noureldine Satti, accusé lui aussi d'être proche de l'opposition, quelques mois après avoir fait de même avec Carolyn Mc Askie, ancienne n°1 de l'Opération de l'ONU au Burundi (ONUB). Le BINUB a été créé fin 2006, en remplacement d'une force de paix de l'ONU de plus de 5.000 hommes. Il doit appuyer l'organisation des élections prévues en juin 2010 pour permettre le déroulement "d'une consultation libre, régulière et pacifique", selon son mandat. M. Petrie a travaillé pendant 20 ans pour différentes branches des Nations Unies, dans les domaines du maintien et de la consolidation de la paix, de la prévention des conflits et de l'assistance humanitaire. Il était le chef de l'équipe des Nations Unies et représentant du Programme de l'ONU pour le développement (PNUD) en Birmanie jusqu'en décembre 2007, lorsque la junte au pouvoir avait refusé de renouveler son visa.